

# AUBRY MARTINE (1950- )

Article écrit par Rémi LEFEBVRE

La carrière politique de Martine Aubry est emblématique de la trajectoire des hauts fonctionnaires entrés en politique après l'arrivée au pouvoir des socialistes dans les années 1980. Entre carrières locale et nationale, elle connaît des fortunes politiques diverses. Fille de Jacques Delors, ancien ministre et ancien président de la Commission européenne, elle est née le 8 août 1950 à Paris. Elle gardera de son père et de son éducation familiale, imprégnée du « catholicisme de gauche », une certaine rigueur morale.



Martine Aubry, 2007

Martine Aubry lors du meeting de soutien à Ségolène Royal organisé à Lille, le 3 mai 2007, dans la dernière semaine précédant le second tour de l'élection présidentielle.(P. Huguen/ AFP/ Getty)

Martine Aubry est diplômée en 1972 de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'E.N.A. Elle sort assez bien classée pour prétendre intégrer les grands corps, mais de manière inhabituelle demande une affectation au ministère du Travail et des Affaires sociales. Militante à la C.F.D.T., elle entre au Parti socialiste en 1974 et y progresse en faisant valoir son expertise sur les questions économiques et sociales. Elle occupe, à partir de 1981, divers postes au ministère du Travail et des Affaires sociales, dans les cabinets de Jean Auroux, de Pierre Bérégovoy et au Conseil d'État. Entre 1989 et 1991, elle fait un passage par le privé et entre chez Pechiney dont elle devient la directrice adjointe. Elle tisse des liens privilégiés avec les milieux patronaux qu'elle gardera longtemps. En 1991, alors qu'elle n'a jamais affronté le suffrage universel, Martine Aubry est nommée ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle dans le gouvernement d'Édith Cresson, puis dans celui de Pierre Bérégovoy. Après la victoire de la droite, elle crée la Fondation agir contre l'exclusion (F.A.C.E.) et cherche l'implantation locale dont elle est jusque-là dépourvue et qui lui permettrait de rester dans le jeu politique. Elle hésite entre plusieurs villes, accepte finalement la proposition de Pierre Mauroy qui veut préparer sa succession et devient à l'issue des élections municipales de 1995 la première adjointe de la mairie de Lille. Avec la victoire de la gauche plurielle en 1997, élue député du Nord, Lionel Jospin la nomme ministre de l'Emploi et de la Solidarité. La numéro deux du gouvernement porte certaines des mesures les plus emblématiques du gouvernement de la gauche plurielle, comme la loi sur les 35 heures qui a porté son nom, les emplois-jeunes, la couverture maladie universelle (C.M.U.), l'allocation personnalisée d'autonomie (A.P.A.). On lui fait crédit d'avoir comblé le « trou » de la Sécurité sociale en 2000. Le caractère « autoritaire » de la réduction du temps de travail décidée par voie législative sans grande concertation et l'impact de cette loi en termes d'emploi, de limitation des salaires et de flexibilisation du marché du travail sont fortement débattus, mais elle n'a jamais cessé de défendre les 35 heures. Elle fonde en 2000 le club Réformer, groupe de réflexion politique avec Marylise Lebranchu, Jean Le Garrec, François Lamy, Adeline Hazan qui sont considérés comme ses proches mais ne constituera

jamais un véritable courant au sein du P.S. Le 18 octobre 2000, Martine Aubry démissionne du gouvernement pour préparer les élections municipales qu'elle remporte. La maire de Lille est néanmoins emportée par la double défaite des socialistes en 2002. Battue aux élections législatives en 2002 par un novice en politique dans une circonscription jugée imprenable par la droite dans le Nord, elle prend du recul, se désinvestit au niveau national et se replie sur Lille. Elle peine à endosser le rôle de maire et des responsabilités locales auxquelles son parcours ne l'avait pas vraiment préparée. Elle doit s'accommoder d'une culture socialiste locale restée plutôt « guesdiste » dont elle ne maîtrise pas les codes et du poids de Pierre Mauroy, qui est resté à la tête de la communauté urbaine de Lille et ne renonce pas à exercer son influence politique. Très exigeante avec son entourage, elle est jugée « psychorigide » par ses détracteurs. Mais on lui fait crédit de poursuivre le renouveau de la ville engagé par Pierre Mauroy avec le projet de centre commercial Euralille. Elle porte avec beaucoup d'énergie « Lille 2004, capitale européenne de la culture » qui est présenté comme un grand succès en termes de public et contribue à réévaluer l'image de la ville en France et à l'étranger. Elle ne se présente pas aux élections législatives faute d'avoir trouvé une circonscription disponible sur la ville de Lille (les socialistes locaux ne l'ont guère aidée). En mars 2008, elle est réélue maire de Lille avec un score de 66,54 p. 100 des voix, réalisant le score le plus élevé lors d'une élection municipale à Lille, mais dans un contexte de forte abstention (55,58 p. 100), notamment dans les quartiers populaires de la ville. Elle succède à Pierre Mauroy à la tête de Lille Métropole Communauté urbaine et assoit pleinement son leadership local, ce qui lui permet à nouveau de s'investir au niveau national. Ayant retrouvé une certaine virginité politique, incarnant une gauche à la fois moderne mais ancrée dans ses valeurs, Martine Aubry cherche à peser dans un parti socialiste désorienté qui ne parvient pas à se relever de sa troisième défaite consécutive à l'élection présidentielle. Très opposée à Ségolène Royal, elle représente au printemps de 2008 un des successeurs potentiels de François Hollande pour le congrès de Reims prévu pour le mois de novembre. Elle est la première signataire, en juin 2008, d'une motion qui reçoit notamment le soutien des deux fédérations influentes du Nord et du Pas-de-Calais. Au terme d'une campagne sans merci, elle recueille, au premier tour de l'élection au poste de premier secrétaire, le 20 novembre 2008, 34,5 p. 100 des votes des militants, contre 42,9 p. 100 en faveur de Ségolène Royal et 22,6 p. 100 pour Benoît Hamon. Ce dernier ayant appelé ses partisans à voter pour elle au second tour, Martine Aubry est finalement élue premier secrétaire lors du scrutin organisé le lendemain, mais avec une avance infime de voix (50,04 p. 100 des voix contre 49,96 p. 100 en faveur de Ségolène Royal, soit 102 voix d'écart).

Par la suite, les multiples prises de position de Martine Aubry, notamment en faveur d'une société du *care* (centrée sur le souci, le soin pour tous), d'une révision de la réforme des retraites votée par la droite en octobre 2010, ou encore d'une sortie du nucléaire pour la France « d'ici vingt à trente ans », indiquent clairement une ambition de renouvellement et de rassemblement à gauche de la part d'une possible candidate à l'élection présidentielle de 2012. Après que l'éventualité d'une candidature de Dominique Strauss-Kahn a été écartée, elle décide, le 28 juin 2011, de se porter candidate à la primaire socialiste, qui se tient en octobre suivant. Elle est battue, au second tour, par François Hollande, à qui elle apporte son soutien. Cependant, après la victoire de la gauche à la présidentielle de mai 2012, elle n'est pas retenue pour entrer au gouvernement. Durant la campagne de la primaire, elle s'était mise en retrait de la direction du P.S., laissant son numéro 2, Harlem Désir, assumer ses fonctions. C'est ce dernier qui lui succède à la tête du parti lors du congrès de Toulouse, en octobre 2012. En mars 2014, elle est réélue à la mairie de Lille pour un troisième mandat avec 52,06 p. 100 des suffrages.

Rémi LEFEBVRE